

Paris, le 11 mars 2024

**Discours de M. Gabriel ATTAL, Premier ministre**

**Journée nationale et européenne en hommage aux victimes du terrorisme**

**Arras**

**Lundi 11 mars 2024**

*Seul le prononcé fait foi.*

Mesdames et Messieurs les ministres,  
Monsieur le préfet,  
Mesdames et Messieurs les parlementaires,  
Monsieur le Président du conseil régional des Hauts-de-France,  
Monsieur le Président du conseil départemental du Pas-de-Calais,  
Monsieur le maire d'Arras,  
Mesdames et Messieurs les élus,  
Mesdames et Messieurs les représentants des associations,  
Mesdames et Messieurs victimes, familles de victimes du terrorisme,  
Mesdames et Messieurs,

Une détonation.

Un coup. Des coups.

Des cris. Des hurlements.

Des mouvements de foule.

L'incertitude. La confusion.

Les sirènes des secours.

Les instructions des forces de l'ordre.

Les larmes. La douleur. Le choc.

Et puis le silence. Le silence qui semble entourer, envahir, étouffer ces lieux où tout a basculé.

Ce silence, toutes les victimes d'attentats le ressentent.

Tous leurs proches le ressentent.

Il arrive, invariable, pesant.

Il arrive alors que la souffrance est encore là, que la crainte est encore présente, que les souvenirs se mêlent, reviennent, s'effacent, se mélangent et frappent la mémoire comme une nouvelle blessure.

Ce silence, je ne peux pas m'y résoudre. Je ne peux pas l'accepter. Je ne veux pas l'accepter.

Et autour du Président de la République, avec mon Gouvernement, je veux le dire à toutes celles et ceux qui ont été victimes d'un attentat, à toutes celles et ceux qui ont perdu un proche, à toutes celles et ceux dont le destin a été frappé à jamais par le terrorisme ; je veux leur dire : la République se tiendra toujours à vos côtés.

Pour vous reconstruire, pour vous accompagner, la France sera toujours à vos côtés.

C'est notre devoir et notre honneur. Nous n'y manquerons pas.

Nous n'y manquerons jamais.

Mesdames et Messieurs,

Revenir à Arras, près de 6 mois après l'attentat terroriste qui a emporté Dominique Bernard, grièvement blessé plusieurs de ses collègues, et meurtri la France toute entière, c'est un symbole fort.

Revenir à Arras, pour saluer la mémoire de tous les morts, les souffrances de tous les blessés, la douleur de toutes les familles, c'est un symbole puissant.

Celui de ce lien, qui rassemble toutes celles et ceux qui ont souffert du terrorisme, partout sur notre territoire, depuis les terrasses, les salles de spectacles ou de rédaction de Paris jusqu'au pont Bir Hakeim, depuis la Préfecture de police jusqu'à un centre commercial de l'Aude, depuis le marché de Noël de Strasbourg jusqu'à une église de Normandie, depuis la Promenade des Anglais, le parvis de la gare Saint-Charles, jusqu'au centre-ville de Romans-sur-Isère, à une école juive de Toulouse, un collège à Conflans-Sainte-Honorine, un commissariat de Rambouillet, une cité scolaire dans cette ville d'Arras. Jusqu'à tant d'autres endroits encore.

Un terrorisme qui peut frapper sur notre territoire, comme il peut prendre les vies de nos concitoyens à travers le monde.

Quelques jours avant le drame d'Arras, le 7 octobre, c'est en Israël que l'attaque terroriste barbare du Hamas a emporté la vie de 42 de nos concitoyens.

Le propre du terrorisme, c'est qu'il peut frapper n'importe où. Emporter n'importe qui.

C'est qu'il peut cibler et viser ; tout comme il peut chercher à anéantir, détruire et tuer indistinctement.

Et de cette effroyable incertitude, de cette injustice fondamentale naît un lien indéfectible entre les victimes.

Une communauté de souffrances mais aussi d'espoir.

Celui de se reconstruire. Celui d'avancer. Celui de retrouver le goût de la vie, mais sans jamais rien oublier.

Oublier.

Comment cela serait-il possible quand on a connu l'horreur, quand on a été tenu en joue par la haine, quand on a vu la mort en face.

Oublier.

Comment pourrait-on seulement oublier, alors qu'au contraire, chacun doit savoir, chacun doit connaître encore un jour, un mois, un an, des décennies plus tard, comment des femmes et des hommes sont tombés parce qu'ils étaient libres.

Comment certains ont cru pouvoir faire céder notre société et ployer nos valeurs.

Comment la barbarie a tenté d'imposer son joug, sans jamais nous faire renoncer.

Oui, nous devons transmettre de génération en génération, la mémoire de ces attentats.

Alors, nous nous y engageons. Nous nous y engageons pleinement.

Sur décision du Président de la République, ce 11 mars, triste anniversaire de l'attentat de la gare d'Attocha à Madrid, est devenu la journée nationale d'hommage aux victimes du terrorisme.

Ce 11 mars 2004, il y a 20 ans jour pour jour, le terrorisme islamiste a frappé l'Europe massivement pour la première fois.

Cette date reste comme une cassure pour notre continent. Nous avons compris que, nous aussi, nous étions des cibles. Nous l'avons compris durement, si durement.

Alors ce 11 mars, toute la France fait corps, partage la mémoire et se souvient de toutes celles et ceux qui sont morts sous les coups ou sous les balles.

Elle s'incline devant tous ceux qui ont perdu la vie, ceux qui souffrent dans leur chair et dans leur esprit, parce qu'ils étaient les visages de la France et de notre art de vivre.

Parce qu'ils vivaient d'insouciance, de culture, de savoir.

Parce qu'ils vivaient libres et chérissaient cette liberté.

Toutes les victimes du terrorisme sont des hérauts de la liberté.

Et pour eux, nous ne devons jamais oublier. Jamais renoncer.

Nous faisons vivre la mémoire en garantissant aux jeunes générations qu'elles connaissent le destin de ceux qui ont croisé la haine et la barbarie sur leur chemin.

C'est le sens du musée mémorial du terrorisme, que le Président de la République s'est engagé à ériger. La promesse sera tenue et le musée ouvrira ses portes en 2027.

Transmettre, faire savoir, c'est également notre volonté dans les écoles, pour que la jeunesse sache ce que les victimes ont enduré, ce à quoi le fanatisme peut conduire et pour continuer à enseigner la liberté.

Ce combat, nous l'avons en partage. Nous l'avons en commun.

Il est le mien, comme Premier ministre, comme ancien ministre de la Jeunesse puis de l'Éducation nationale – et je sais que la concorde dans notre société se bâtit d'abord dans notre jeunesse.

Ce combat, il anime chacune et chacun d'entre vous – vous qui donnez, notamment grâce à la mobilisation, corps et âme, pour partager le lourd fardeau et la terrible histoire des victimes.

Ce combat, il animait notamment Samuel SANDLER, père et grand-père de victimes de l'attentat de l'école Ozar-Hatorah, qui nous a quittés cette année. Je veux ici, avec vous, lui rendre hommage.

Alors pour lui, pour ses enfants et petits-enfants, comme pour toutes les victimes : nous dirons dans les écoles ce qui s'est passé.

Nous dirons la vérité, telle qu'elle est, sans crainte, sans censure, sans atténuation.

Nous nommerons l'innommable.

Nous dénoncerons la haine.

Mais, surtout, nous apprendrons, nous transmettrons l'amour de la liberté, la soif d'égalité et le besoin de fraternité.

Je le crois fermement : la victoire de l'école sonnera le glas de l'obscurantisme. De tous les obscurantismes. De l'obscurantisme islamiste, qui veut mettre à bas notre école, pour ses valeurs.

Nous luttons, et nous vaincrons.

Ici, à Arras, comme quelques années plus tôt à Conflans-Sainte-Honorine contre Samuel PATY, c'est à l'école que le terrorisme s'en est pris.

Ce choix n'a rien d'un hasard.

L'école, c'est ce qui élève.

C'est ce qui donne les clés de la connaissance et du savoir.

C'est là que le respect s'inculque et que la liberté se comprend.

C'est à l'école que l'on découvre l'évasion, l'ouverture au détour d'une ligne d'un roman, d'un vers d'un poème, d'une réplique de théâtre.

C'est là que l'on apprend à connaître notre passé et à en tirer les leçons pour l'avenir, en parcourant une à une les périodes de notre histoire.

C'est là que la logique et les raisonnements se forgent, avec le maniement des chiffres.

C'est là que l'on remet en cause ses idées reçues au contact des auteurs et des textes de notre philosophie.

Les terroristes détestent l'école, c'est normal : l'école est la meilleure arme pour les combattre. L'école est notre plus grande force pour bâtir un avenir de concorde, de civisme, de paix et de respect.

C'est tout ce qu'incarnait Dominique Bernard, mort parce qu'il était professeur, tombé parce qu'il voulait protéger son école, protéger les élèves, et à travers eux tous les élèves de France.

C'est tout ce que représentent les femmes et les hommes du lycée Gambetta, que j'ai eu l'honneur de croiser, de rencontrer, d'écouter.

Des femmes et des hommes dont le courage impressionne et dont la détermination nous oblige.

Oui, cette détermination nous oblige. Et je veux le dire : cette journée d'hommage, c'est avant tout, et ce doit avant tout être une journée de combat.

Combat pour notre éducation et contre l'endoctrinement de la jeunesse – je l'ai dit.

Combat pour nos valeurs républicaines, partout où elles sont contestées, partout où elles sont en danger.

C'est pourquoi nous nous sommes dotés, pour la première fois, d'une stratégie contre le séparatisme.

Une stratégie pour traquer la haine de la République dans chaque école où elle est menacée, dans chaque association où elle est vilipendée, dans chaque prêche où elle est contestée.

C'est une journée de combat, enfin, et bien sûr, pour notre sécurité, grâce à l'engagement exceptionnel de nos forces de l'ordre et de nos services de renseignement.

Depuis 2017, grâce à eux, 43 attentats ont été déjoués.

Alors, sous l'autorité du Président de la République, nous prenons toutes les mesures pour leur donner les moyens d'agir.

Le budget de nos services antiterroristes a été doublé par rapport à 2015.

Nous avons renforcé notre justice et nos capacités d'enquête, en créant le parquet national antiterroriste.

Nous avons multiplié les outils à notre disposition, en permettant des visites aux domiciles de ceux que nous soupçonnons, des mesures de contrôles individuels, la fermeture des mosquées radicalisées.

Aujourd'hui, comme chaque jour, notre vigilance est maximale, totale, absolue. Le terrorisme peut frapper partout et n'importe quand – alors nous aussi, nous sommes présents partout et tout le temps.

Nous sommes présents, plus encore, pour veiller à la sécurité de tous, à l'orée des Jeux Olympiques et Paralympiques, où le monde entier se pressera à Paris.

Mon engagement, comme Premier ministre, c'est de tout faire, de tout donner pour éviter l'irréparable.

Avec le ministre de l'Intérieur, c'est un engagement du quotidien.

À chaque seconde, la France est aux aguets.

Mesdames et Messieurs,

Quand la terreur frappe, la France se lève toujours, solidaire, unie, déterminée.

Elle se lève, d'abord, les yeux embués.

L'émotion suit le choc. Elle est partagée par 68 millions de Français. Cela ne l'atténue pas au contraire, cela la décuple encore.

Une émotion qui résonne, à mesure que les noms de femmes et d'hommes, tués, blessés, meurtris, sont révélés.

A mesure que les visages de femmes et d'hommes dont la vie regorgeait de promesses sont dévoilées.

A mesure qu'une question revient, comme un écho entêtant : et si cela avait été quelqu'un que j'aime ? Et, si cela avait été moi ?

Si j'avais décidé d'aller à ce concert.

Si j'avais décidé de prendre cette rue, plutôt qu'une autre.

Si je m'étais installé à cette terrasse plutôt que dans le café d'en face.

Se poser ces questions est un privilège.

Car pour beaucoup, pour les victimes, pour les survivants, la vie ne sera plus jamais comme avant.

L'attentat, l'attaque ne dure que quelques instants, mais le terrorisme marque à jamais ses victimes.

Rien ne rendra jamais un être cher.

Rien ne pourra totalement rendre la vie d'avant.

Alors, puisque la peine est éternelle, nous devons être au rendez-vous à chaque moment, à chaque étape, aux côtés des victimes.

Chaque jour, avec elles, les associations accomplissent un travail extraordinaire. Elles les aident, les conseillent et les écoutent.

Elles sont une oreille attentive, un appui précieux, une explication importante.

Elles sont autant d'épaules sur lesquelles s'appuyer, autant de soutiens dont on ne peut se passer.

Je veux leur rendre hommage. Je veux les remercier. Au nom du Gouvernement et, je le crois profondément, au nom de l'ensemble des Français.

Alors, nous devons être à la hauteur de leur engagement.

Depuis les attentats de 2015, le Fonds de garantie des victimes a changé de dimension. En 9 ans, plus de 7200 victimes ont été prises en charge, accompagnées, aidées. C'est plus qu'au cours des 30 premières années d'existence du Fonds.

Alors, il évolue et se développe pour à garantir aux victimes, non seulement une indemnisation, mais aussi une écoute, une aide, un accompagnement.

Être à vos côtés, c'est le sens du travail quotidien, sous l'autorité du Garde des Sceaux, de la déléguée interministérielle à l'aide aux victimes. Chère Alexandra Louis, je sais votre travail et votre engagement.

En devenant Premier ministre, j'ai demandé à ce que partout, toujours et tout le temps, on puisse simplifier la vie des Français.

Je le souhaite particulièrement pour vous, pour les victimes du terrorisme. Vous avez affronté l'horreur, il n'est pas question que vous ayez à affronter, ensuite, les lourdeurs ou les lenteurs. Pas question que vous deviez vous lancer dans des démarches kafkaïennes, alors que votre appel est si clair : l'aide, l'accompagnement, le soin.

Le ministre de la Justice a demandé que la délégation interministérielle travaille à bâtir rapidement un point d'entrée unique pour toutes les démarches, toutes les interrogations et toutes les demandes des victimes du terrorisme.

Nous leur devons et je souhaite que ce projet avance rapidement.

Être à vos côtés, c'est enfin veiller à ce que la Justice soit rendue.

Les procès sont des moments nécessaires et éprouvants, difficiles mais parfois libérateurs.

Ils obligent les victimes à se replonger dans le drame, à revivre un peu de l'odieuse attaque.

Il y a un peu moins de deux semaines, s'est ouvert le procès de l'attentat du marché de Noël de Strasbourg. C'est un moment délicat, important. Et, je sais tout l'engagement des associations aux côtés des victimes pour les aider à le traverser.

Mesdames et Messieurs,

S'il y a une dernière chose que montre cette journée, c'est la force de nos valeurs. C'est la puissance de la République. C'est la détermination de la France.

Les terroristes nous attaquent, nous atteignent, nous touchent : ils ne nous feront pas céder. Ils ne nous feront jamais céder.

Ne nous leur céderons rien.

Nous ne céderons rien à leur fanatisme, quel qu'il soit, car nous savons que l'unité le terrassera.

Nous ne céderons rien face à leurs injonctions, car nous nous battons toujours pour que le progrès l'emporte.

Nous ne céderons rien face à leurs menaces, car rien ne nous arrêtera pour défendre la République, pour protéger les Français.



Nous ne céderons rien et nous n'avons pas peur, car, c'est bien eux, en réalité, que notre liberté terrorise – tant et tant qu'ils veulent la briser.  
Eux, que notre égalité effraie – tant et tant qu'ils veulent la remettre en cause.  
Eux, que notre fraternité inquiète – tant et tant qu'ils veulent nous diviser.

Ils n'y parviendront pas. Ils n'y parviendront jamais.

La France reste et restera le pays des savoirs et de la transmission.  
Le pays de la culture et de l'irrévérence.  
La patrie, pour toujours, de la liberté.

Il y a quelques années, le Président de la République avait évoqué notre « *art d'être Français* ».

Cet art d'être Français, c'est ce qui nous rassemble.  
Et jamais rien ne pourra l'effacer.

Vive la République ! Vive la France !